



Procès-verbal
Le jeudi, 14 décembre 2000 - n° 153

10 heures

Président : M. Jean-Pierre Charbonneau

*L'édition papier du Procès-verbal a préséance sur la présentation électronique de celui-ci.
Le contenu de la table des matières n'est ni exhaustif ni limitatif.*

TABLE DES MATIÈRES

La séance est ouverte à 10 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Landry, ministre d'État à l'Économie et aux Finances, dépose :

Le rapport annuel du ministère des Finances, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1622-20001214)

M. Legault, ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse, dépose :

Le rapport annuel de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 2000.

(Dépôt n° 1623-20001214)

M. Chevrette, ministre des Transports, dépose :

Le rapport annuel du ministère des Transports, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1624-20001214)

M. Rochon, ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie, dépose :

14 décembre 2000

Le rapport annuel du Fonds pour la Formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR), pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2000.

(Dépôt n° 1625-20001214)

M. Trudel, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose :

Le rapport annuel de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1626-20001214)

M. Boisclair, ministre de la Solidarité sociale, dépose :

Copie d'une entente intervenue entre le ministère de la Solidarité sociale et le ministère du Revenu du Québec (MRQ) relative aux échanges de renseignements nominatifs, ainsi que l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information.

(Dépôt n° 1627-20001214)

Copie d'une modification à une entente intervenue entre le ministère de la Solidarité sociale et la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) relative aux échanges de renseignements nominatifs, ainsi que l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information.

(Dépôt n° 1628-20001214)

Copie d'une entente intervenue entre le ministère de la Solidarité sociale et la Société de l'assurance-automobile du Québec (SAAQ) relative aux échanges de renseignements nominatifs, ainsi que l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information.

(Dépôt n° 1629-20001214)

M. le Président dépose :

Le rapport préliminaire de la Commission de la représentation électorale, intitulé « Proposition de délimitation d'une nouvelle carte électorale ».

(Dépôt n° 1630-20001214)

14 décembre 2000

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Paradis, leader de l'opposition officielle, dépose :

Copie des règlements fédéral et provincial sur les normes microbiologiques des produits laitiers.

(Dépôt n° 1631-20001214)

Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 62 à 64 du Règlement, M. Kelley (Jacques-Cartier) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 4 500 citoyens et citoyennes de l'Île de Montréal, concernant les fusions municipales.

(Dépôt n° 1632-20001214)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Whissell (Argenteuil) dépose :

Copie d'une lettre, en date du 5 décembre 2000, envoyée à M. Russell Williams, député de Nelligan, par M. Michel Léger, directeur général de la Régie régionale de la santé et des services sociaux des Laurentides, concernant les services de réadaptation physique dans la région des Laurentides.

(Dépôt n° 1633-20001214)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Vallières (Richmond) dépose :

Copie de 8 lettres envoyées hebdomadairement, du 4 octobre au 28 novembre 2000, à M. François Legault, ministre de l'Éducation, par Mme Diane Lavigne, porte-parole d'un groupe de parents d'enfants handicapés, concernant le groupe-classe « La Passerelle » à l'école St-Médard de Warwick.

(Dépôt n° 1634-20001214)

14 décembre 2000

Copie d'une lettre, en date du 8 décembre 2000, envoyée à M. François Legault, ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse, par M. Yvon Vallières, député de Richmond, concernant les services éducatifs aux enfants handicapés.

(Dépôt n° 1635-20001214)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Bordeleau (Acadie) dépose :

Une série de documents faisant état des dépenses consacrées aux voyages et aux frais de représentation de même qu'à la publicité et aux relations publiques par la Société générale de financement du Québec et la Caisse de dépôt et placement du Québec.

(Dépôt n° 1636-20001214)

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Bergman (D'Arcy-McGee) et M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale dénonce sans nuance, de façon claire et unanime, les propos inacceptables à l'égard des communautés ethniques et, en particulier, à l'égard de la communauté juive, tenus par Yves Michaud à l'occasion des audiences des états généraux sur le français à Montréal le 13 décembre 2000.

La motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 122 en annexe)

Pour: **109** Contre: **0** Abstention: **0**

Mme Beauchamp (Sauvé) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

14 décembre 2000

M. Gautrin (Verdun) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Dupuis (Saint-Laurent) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Bordeleau (Acadie) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Lamoureux (Anjou) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Després (Limouilou) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Vallières (Richmond) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Mme Houda-Pepin (La Pinière) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Ouimet (Marquette) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines

14 décembre 2000

de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Williams (Nelligan) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Kelley (Jacques-Cartier) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Middlemiss (Pontiac) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Mme Jérôme-Forget (Marguerite-Bourgeoys) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Gauvin (Montmagny-L'Islet) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

14 décembre 2000

M. Poulin (Beauce-Nord) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Marcoux (Vaudreuil) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Mme Leblanc (Beauce-Sud) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Sirros (Laurier-Dorion) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Fournier (Châteauguay) présente une motion concernant le projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, convoque :

- la Commission de l'économie et du travail afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 155, Loi concernant la Société d'Investissement Jeunesse;
- la Commission des transports et de l'environnement, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi n° 172, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'assurance automobile, puis afin de

14 décembre 2000

poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 163, Loi concernant les services de transport par taxi;

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 140, Loi sur l'assurance parentale;

- la Commission de la culture, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 160, Loi concernant la Bibliothèque nationale du Québec et modifiant diverses dispositions législatives;

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 151, Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Brassard, ministre responsable de la Réforme parlementaire, propose que le projet de loi n° 168, Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi n° 168 est adopté.

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Harel, ministre des Affaires municipales et de la Métropole, proposant que le principe du projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais, soit maintenant adopté.

14 décembre 2000

À 12 h 58, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 03.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de Mme Harel, ministre des Affaires municipales et de la Métropole, proposant que le principe du projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais, soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François) propose la motion de report suivante :

QUE la motion en discussion soit modifiée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant, à la fin, les mots «dans six mois».

Après une suspension de la séance au cours de laquelle il a réuni les leaders parlementaires, M. Brouillet, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la durée du débat restreint sur cette motion de report : cinq minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste du temps consacré à ce débat; dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes ou par le député indépendant pourra être redistribué, et les interventions ne seront soumises à aucune limite.

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de report de Mme Gagnon-Tremblay.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant :

14 décembre 2000

(Vote n° 123 en annexe)

Pour: **34** Contre: **64** Abstention: **0**

À 18 h 01, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 02.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de Mme Harel, ministre des Affaires municipales et de la Métropole, proposant que le principe du projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais, soit maintenant adopté.

À minuit, le débat sur la motion de la ministre des Affaires municipales et de la Métropole est ajourné. M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au vendredi 15 décembre 2000, à 10 heures.

Le président

14 décembre 2000

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU

14 décembre 2000

ANNEXE

Votes par appel nominal

Sur la motion sans préavis présentée conjointement par M. Bergman (D'Arcy-McGee) et M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) :

(Vote n° 122)

POUR - 109

Arseneau	Carrier-Perreault	Geoffrion	Marcoux
Barbeau	Charest	Gobé	Marois
Baril	(<i>Sherbrooke</i>)	Goupil	Marsan
(<i>Berthier</i>)	Charest	Harel	Ménard
Baril	(<i>Rimouski</i>)	Houda-Pepin	Middlemiss
(<i>Arthabaska</i>)	Chenail	Jérôme-Forget	Morin
Beauchamp	Chevrette	Jolivet	Mulcair
Beaudoin	Cholette	Julien	Normandeau
Beaulne	Cliche	Jutras	Ouimet
Beaumier	Copeman	Kelley	Paquin
Béchar	Côté	Kieffer	Paradis
Bédard	(<i>La Peltrie</i>)	Labbé	Payne
Bégin	Côté	Lachance	Pelletier
Bélanger	(<i>Dubuc</i>)	Lafrenière	(<i>Chapleau</i>)
Benoit	Cousineau	Lamoureux	Pelletier
Bergeron	Delisle	Lamquin-Éthier	(<i>Abitibi-Est</i>)
Bergman	Désilets	Landry	Pinard
Bertrand	Després	Laporte	Poulin
(<i>Charlevoix</i>)	Dion	Laprise	Rioux
Bissonnet	Dionne-Marsolais	Leblanc	Robert
Blanchet	Doyer	Leduc	Simard
Boisclair	Duguay	Legault	(<i>Richelieu</i>)
Bordeleau	Dumont	Léger	Simard
Bouchard	Dupuis	Lelièvre	(<i>Montmorency</i>)
Boulerice	Facal	Lemieux	Sirros
Boulianne	Fournier	Léonard	Trudel
Brassard	Gagnon	Létourneau	Vallières
Brodeur	Gautrin	Loiselle	Vermette
Brouillet	Gauvin	Maciocia	Whissell
Caron	Gendron	Maltais	Williams

14 décembre 2000

Sur la motion de report de Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François) :

(Vote n° 123)

POUR - 34

Beauchamp	Copeman	Lafrenière	Ouimet
Béchar	Cusano	Lamoureux	Paradis
Bélanger	Després	Lamquin-Éthier	Pelletier
Benoit	Gagnon-Tremblay	Loiselle	(Chapleau)
Bergman	Gautrin	Marcoux	Poulin
Bordeleau	Gauvin	Marsan	Sirros
Brodeur	Houda-Pepin	Middlemiss	Whissell
Chenail	Jérôme-Forget	Mulcair	Williams
Cholette	Kelley	Normandeu	

CONTRE - 64

Arseneau	Caron	Gendron	Maltais
Barbeau	Carrier-Perreault	Geoffrion	Marois
Baril	Charest	Goupil	Ménard
(Arthabaska)	(Rimouski)	Jolivet	Morin
Baril	Chevrette	Julien	Paquin
(Berthier)	Cliche	Jutras	Payne
Beaulne	Côté	Kieffer	Pelletier
Beaumier	(Dubuc)	Labbé	(Abitibi-Est)
Bédard	Côté	Lachance	Rioux
Bégin	(La Peltrie)	Landry	Robert
Bergeron	Cousineau	Laprise	Rochon
Bertrand	Désilets	Leduc	Simard
(Charlevoix)	Deslières	Legault	(Richelieu)
Blanchet	Dion	Léger	Simard
Boisclair	Dionne-Marsolais	Lelièvre	(Montmorency)
Boucher	Doyer	Lemieux	St-André
Boulerice	Duguay	Léonard	Trudel
Boulianne	Gagnon	Létourneau	Vermette
Brassard			